

Projet d'Appui à la Productivité Agricole au Burundi (PAPAB)

RAPPORT DES REALISATIONS DU 1^{ER} SEMESTRE 2018



Photo d'un champ de haricot de Burundi Félix, PI de la colline Murambi en commune Rumonge



P.O. Box 2040 Muscle Shoals Alabama 35662, U.S.A.



Août 2018

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	i
LISTE DES TABLEAUX.....	iii
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	iv
RESUME EXECUTIF	v
1. Introduction.....	1
2. Rappel des objectifs et des activités du PAPAB.....	2
2.1. Objectifs.....	2
2.2. Composantes et activités.....	2
3. Le contexte général de la mise en œuvre des activités.....	4
3.1. L'environnement socioéconomique et climatique de la période.....	4
3.2. Approche et stratégies de mise en œuvre	4
3.3. Partenariat et synergies.....	6
3.4. La coordination du projet.....	7
4. Etat des réalisations et principaux résultats.....	8
4.1. Réalisations et résultats de la Composante 1 Consolidation du système de mise à disposition	8
4.1.1 Sous composante 1.1 Amélioration des opérations de planification, enregistrement, paiement, gestion des bons d'achat, importation et distribution des engrais.	8
4.1.1.1 Planification annuelle de la campagne de subvention.....	8
4.1.1.2 Enregistrement des bénéficiaires	8
4.1.1.3 Paiement des avances et des soldes	9
4.1.1.4 La fourniture des intrants	10
4.1.1.5 La distribution des intrants.....	11
4.1.1.6. Le remboursement des fournisseurs.....	11
4.1.1.7. La gestion des bons d'achat.....	12
4.1.2 Sous composante 1.2 Augmentation de la demande solvable	12
4.1.2.1 Implication des OPA et d'autres organisations dans le PNSEB.....	12
4.1.2.2 Inclusion sociale et financière des agriculteurs.....	12
4.1.3 Sous composante 1.3 Gestion technique et financière du PNSEB	13
4.1.3.1 Transfert de la gestion technique et financière du PNSEB.....	13
4.1.3.2 Renforcement des capacités des gestionnaires du PNSEB.....	13
4.1.4 Sous composante 1.4 Communication sur le PNSEB.....	14
4.1.4.1 Appui à la Cellule Communication du MINAGRIE.....	14
4.1.4.2 Elaboration et production d'outils de sensibilisation et formation	14
4.1.4.3 Organisation d'ateliers, conférences et visites de terrain.....	14
4.1.5 Sous composante 1.5 Contribution au PNSEB.....	14
4.2. Réalisations et résultats de la composante 2 Augmentation de la productivité agricole, la résilience, l'organisation des producteurs et l'accès aux marchés.	14
4.2.1. Sous composante 2.1 Renforcement des capacités techniques des agriculteurs pour la gestion intégrée des terres dans la communauté »	14

4.2.1.1. L'approche « Plans Intégrés Paysans (PIP) »	15
4.2.1.2. Gestion intégrée de la fertilité des sols et lutte antiérosive	17
4.2.2. Sous composante 2.2 Organisation et structuration paysanne en associations et coopératives des agriculteurs et leur gestion ».....	20
4.2.2.1. Création des groupements, d'associations et de coopératives et formation sur la gestion de structure	20
4.2.3. Sous composante 2.3 Information, formation et plaidoyer à tous les niveaux.....	21
4.2.4. Sous composante 2.4 Formation des groupes solidaires d'épargne et crédit, liaison avec les IMF.....	22
4.2.5. Sous composante 2.5 Actions pour améliorer la conservation, le stockage et la vente des excédents.....	23
5. Suivi et Evaluation du Projet	24
6. Les contraintes rencontrées et les ajustements opérés.....	25
6.1. Contraintes techniques.....	25
6.2. Contraintes matérielles et logistiques.....	26
7. Conclusions et recommandations	26

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Proportion des ménages inscrits au PNSEB en 2018 par rapport à 2017 et au total des ménages par province	9
Tableau 2: Commandes d'engrais par province et par type pour 2018ABC	10
Tableau 3: Bilan du recyclage des PPIP formateurs	15
Tableau 4: Effectif de nouveaux PIP ayant élaboré leur PIP.....	15
Tableau 5: Bilan des formations des PPIPs sur des thèmes en rapport avec la GIFS	17
Tableau 6 : Bilan de la formation des agronomes des services partenaires et des Paysans Innovateurs	18
Tableau 7: Bilan des formations sur la production des plants en pépinières	18
Tableau 8 : Bilan de la production des plants forestiers et agroforestiers	19
Tableau 9 : Sensibilisation et création de nouveaux GSECs	22
Tableau 10: Portefeuille des VSLA dans la zone d'action de ZOA (situation fin juin 2018)	22

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADISCO	: Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines
CECM	: Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel
CNFA	: Comité National pour les Fertilisants et Amendements
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
COSPEC	: Coopérative Solidarité avec les Paysans pour l'Epargne et le Crédit
CTFA	: Comité Technique pour les Fertilisants et Amendements
DFS	: Département de la Fertilisation des Sols
DevSAT®	: Development Synergy and Alignment Tool
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FENACOBUR	: Fédération Nationale des COOPEC du Burundi
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
GALS	: Gender Action and Learning System
GSEC	: Groupe Solidaire d'Epargne et de Crédit
IFDC	: International Fertilizer Development Center
ISABU	: Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
MINAGRIE	: Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
OAP	: Organisation d'Appui à l'Autopromotion
ONG	: Organisation non Gouvernementale
OPA	: Organisation des Producteurs Agricoles
PAN-PNSEB	: Projet d'Accompagnement du Nouveau Programme National de Subvention des Engrais au Burundi
PAPAB	: Projet d'Appui à la Productivité Agricole au Burundi
PI	: Paysan Innovant
PIP	: Plan Intégré Paysan
PNSEB	: Programme National de Subvention des Engrais au Burundi
SCAD	: Solidarité Communautaire pour l'Auto-développement
SILC	: Savings & Internal Lending Communities
VSLA	: Village Savings and Loans Associations

RESUME EXECUTIF

La période sous-reportage a – dans l'ensemble - connu des conditions sécuritaires satisfaisantes à travers toute la zone d'intervention du PAPAB. La campagne de mise à disposition des engrais s'est bien déroulée. Le taux de subvention des engrais est resté à 40%. Au total 866.494 ménages sont inscrits au PNSEB pendant la campagne 2018 soit un accroissement de 14% des ménages inscrits par rapport à 2017. La quantité totale d'engrais distribués pendant la campagne 2018ABC a été de 49.385,575 tonnes dont 37.331,125 tonnes de DAP, 9.203,725 tonnes d'urée, 806,275 tonnes de KCl et 2044,450 tonnes de NPK soit 117,6 kg d'engrais par ménage.

Les travaux de recherche sur les nouvelles formules d'engrais débutés en 2014 ont été clôturés et le rapport présenté. Toutefois, si le travail scientifique est achevé, le projet va encore conduire d'autres essais afin de trouver des formulations commerciales les moins chères possibles et qui sont compatibles avec les caractéristiques du marché de la sous-région.

La consolidation de l'approche PIP dans les collines initiales et son extension continuent. Les données actualisées font état d'un effectif de 18 509 PI/PPIP dont 812 G1, 5565 G2 et 12132G4 répartis sur 28 collines initiales et 51 collines d'extension. Les formations continuant, il est attendu que 19 983 (dont 11 546 femmes) PPIP nouvellement recrutés s'ajoutent à ces derniers. Pour ce faire, 1200 PPIP (dont 650 femmes) ont été recyclés sur l'approche PIP et sur les techniques de formation des formateurs pour les préparer à former les nouveaux recrues (G4). Cependant une réflexion sur les meilleures stratégies pour garantir la pérennisation des acquis et une gestion de l'extension spontanée a été jugée opportune. Aussitôt amorcée, elle s'est poursuivie tout au long du 1^{er} semestre 2018.

Le renforcement des capacités des producteurs et des encadreurs sur des techniques en rapport avec la GIFS a été intensifié. Dans ce cadre, 187 PPIP dont 87 femmes ont été formés par un expert de la GIFS de IFDC. Cette formation a été étendue à 132 agronomes des services partenaires (dont les DPAEs, les ONGs et autres projets) et aux Paysans innovateurs. Dans ce même cadre, les producteurs ont été appuyés dans la production des plants forestiers et agroforestiers même si le taux de germination des semences a été particulièrement bas pour des raisons qu'on n'a pas pu expliquer. Le projet a également organisé des visites d'échange d'expérience auprès des Entrepreneurs semenciers pour le compte d'un certain nombre de PIs afin qu'ils sachent ou, comment et quand acheter des semences améliorées et au mieux les produire eux-mêmes. Le PAPAB a poursuivi son action de sensibilisation des producteurs afin qu'ils se regroupent dans des organisations de producteurs diverses telles les VSLAs, les coopératives de producteurs etc...Les premières coopératives ont organisé leurs assemblées générales constitutives (3 en province Bubanza). Au 30 juin 2018, on arrive à 4 générations de VSLA dont nombreuses sont mures. Dans la zone d'action de ZOA, le volume de l'épargne mobilisée est évalué à 727.773.500 FBu, les 10.987 crédits octroyés totalisent 816.029.050 FBu. Dans la zone d'action d'Oxfam, l'épargne constituée par les VSLA totalise 194 856 300 FBu, les crédits octroyés quant à eux sont estimés à 256 467 911 FBu. Malgré les actions de sensibilisation et les formations afin de promouvoir le stockage sécurisé des récoltes et en perspectives des ventes des excédents des récoltes aux meilleurs moments, force est de constater que jusqu'à ce jour, très peu de producteurs stockent leur production dans les hangars de stockage en raison de l'insuffisance de ces infrastructures dans la zone d'action du projet. Ce défi s'ajoute à bien d'autres qu'il va falloir relever pendant la période restante du projet en particulier la définition des meilleures stratégies pour consolider les acquis et assurer une extension efficiente du PIP, analyser les mécanismes pouvant garantir l'accès aux bonnes semences, le suivi et l'encadrement serré des PIS/PPIPS.

1.Introduction

L'année 2018 constitue l'avant dernière année du PAPAB. Au niveau de la 1^{ère} composante, la planification annuelle des activités du PNSEB a été faite avec retard. Au bout de ses travaux, la commission ad hoc qui avait été mise sur pieds à cette fin n'a établi aucun système de planification mais a tout de même recommandé de garder la subvention des engrais à 40%. L'enregistrement des bénéficiaires a été effectué dans les délais et la campagne s'est déroulée sans entrave majeure. Au cours de ce premier semestre, le projet a organisé une évaluation à mi-parcours de la 2^{ème} composante qui, tout en reconnaissant l'importance des réalisations, a recommandé une réflexion profonde sur la consolidation et l'extension de l'approche PIP. Des discussions avec les organisations impliquées dans la mise en œuvre du PAPAB ont ainsi été conduites et une note d'orientation stratégique a été produite. Cependant, ces réflexions continuent. La mise en œuvre des activités a été amplifiée et au niveau de l'approche PIP, toutes les collines initiales sont couvertes à plus de 80% et l'extension de l'approche PIP se fait de façon remarquable. Au niveau de toutes les collines d'extension, on est en train de former la G4. Cependant l'augmentation quasi exponentielle du nombre de bénéficiaires n'est pas de nature à permettre un bon suivi de ces derniers. Au niveau des collines initiales, le projet projette de débiter la préparation et la mise en œuvre de la vision collinaire. Dans le but de faire connaître davantage l'approche PIP, des actions musclées de communication et de plaidoyer du PIP ont été entreprises. L'allusion est faite aux émissions et aux spots préparés par le staff plaidoyer et communication d'Oxfam et diffusés régulièrement sur plusieurs médiums avec l'appui d'IFDC.

Comme par le passé, la mise en œuvre de toutes les activités a préalablement été subordonnée à des concertations de toutes les parties prenantes en particulier le staff du projet, les bénéficiaires et chaque fois que possible avec les responsables administratifs locaux et les autres services techniques partenaires. C'est dans ce cadre que de nombreuses réunions de sensibilisation précèdent de façon quasi régulière la mise en œuvre effective des activités.

Des contraintes ont néanmoins contrarié les efforts du projet. Il s'agit des pluies torrentielles qui dans certaines régions ont fortement limité la production de certaines cultures dont le haricot.

Les producteurs n'ont cependant pas pu accéder aux semences améliorées comme on pouvait l'espérer. Des actions synergiques ont néanmoins été développées entre le PAPAB et le projet ISSD notamment à travers les visites d'échange d'expériences entre les PPIPs et les entrepreneurs semenciers entre autre pour échanger des informations sur les possibilités d'accès aux semences améliorées.

Dans la série des difficultés rencontrées par les producteurs, on note aussi un accès limité aux équipements et aux infrastructures de stockage. Avec le peu de hangars construits surtout dans la zone d'action de ZOA, le projet investit dans les formations orientées vers la gestion organisationnelle de ces infrastructures. Des formations sur le warrantage ont été organisées en prélude aux actions de développement des marchés agricoles.

Des initiatives ont été également développées pour promouvoir l'émergence des GSECs et de les mettre en relation avec les IMFS. Au niveau de chacune des 6 provinces, on est arrivé à 4 générations de GSEC dont certaines sont en phase de maturité. Les actions concertées sont en instance de développement en partenariat avec ICCO pour lier certaines de ces GSECs aux IMFs. Le projet a engagé les premières actions en vue d'impulser la création des organisations coopératives et les premières ont déjà organisé des assemblées générales constituantes. Dans les chapitres qui suivent, il est fait état de ces activités dans leurs détails.

2. Rappel des objectifs et des activités du PAPAB

2.1. Objectifs.

- Objectif global : Contribuer à l'augmentation durable de la sécurité alimentaire et des revenus des ménages
- Objectifs spécifiques :
 - a) Augmentation de la fertilité du sol à travers la consolidation du programme de mise à disposition des engrais et fertilisants
 - b) Augmentation de la productivité agricole, la résilience, l'organisation des agriculteurs et l'accès aux marchés

2.2. Composantes et activités

Composante 1. Consolidation du système de mise à disposition des engrais

Sous composante 1.1. Amélioration des opérations d'enregistrement, de paiement, d'importation et de distribution des engrais.

Les activités en rapport avec cette sous composante portent sur l'Informatisation des guichets et des autres opérateurs ; l'organisation et la structuration des OPA ; la décentralisation des points de collecte, de l'épargne et des paiements ; la mise en place des infrastructures de stockage ; le plaidoyer pour une politique fiscale favorable ainsi que la professionnalisation des acteurs du secteur engrais.

Sous composante 1.2. Augmentation de la demande solvable.

Il est plus question de l'Implication des OPA dans la mobilisation des producteurs pour l'acquisition et l'utilisation des engrais, l'inclusion financière et l'augmentation de la capacité financière des producteurs.

Sous composante 1.3. Gestion technique et financière du PNSEB :

A travers cette composante, le PAPAB s'emploiera à transférer les responsabilités de la gestion technique et financière du PNSEB et renforcera les capacités des gestionnaires du PNSEB.

Sous composante 1.4. Communication et sensibilisation du monde rural sur le PNSEB.

Le PAPAB appuyer la cellule communication du MINAGRIE. Bien plus, il mettra à jour les fiches techniques et élaborera des outils pédagogiques de vulgarisation qu'il mettra à la disposition des producteurs et ce, en complément aux spots publicitaires pour des émissions radio.

Sous composante 1.5. Contribution au PNSEB.

Octroi de la contribution à la subvention du PNSEB dans la mesure et modalités agréées.

Composante 2: Augmentation de la productivité agricole, la résilience, l'organisation des producteurs et l'accès aux marchés

Sous-composante 2.1 : Renforcement des capacités techniques des agriculteurs pour la gestion intégrée des terres des ménages dans la communauté.

Dans ce cadre, les activités s'articuleront sur l'approche PIP, la gestion intégrée de la Fertilité des sols et de lutte antiérosive ainsi que la prise en compte du genre dans ces interventions.

Sous-composante 2.2 : Organisation et structuration paysanne en associations et coopératives des producteurs et leur gestion.

Les activités spécifiques à cette sous-composante seront centrées sur la création de groupements, d'associations et de coopératives de producteurs et sur leur formation sur la gestion de structure.

Sous-composante 2.3. Communication, information par radio et plaidoyer à tous les niveaux. Il s'agit de l'information et de la formation à travers les émissions radiophoniques, la vulgarisation des résultats au niveau national, la formation sur la théorie du changement et le plaidoyer.

Sous-composante 2.4. : Formation des groupes solidaires d'épargne et crédit.

Les activités prévues et menées étaient en rapport avec la création et le renforcement des VSLAs, le recrutement et la formation des agents encadrateurs des VSLA ainsi que la formation des comités de gestion sur les techniques de gestion et de rapportage.

Sous-composante 2.5. Actions pour améliorer le stockage et la vente des excédents

De façon concrète, le PAPAB, identifiera les hangars de stockage à réhabiliter et à équiper. Bien plus, il s'impliquera activement dans la création et la formation des structures de gestion collinaire des hangars de stockage réhabilités dans ce cadre.

3. Le contexte général de la mise en œuvre des activités

3.1. L'environnement socioéconomique et climatique de la période

La période couvrant le premier semestre 2018 a été caractérisée par une situation sécuritaire relativement bonne dans l'ensemble de toutes les provinces d'intervention d'une manière générale. Toutefois, il est à signaler que la province Cibitoke a connu beaucoup de rumeurs faisant état des groupes rebelles à l'Est de la RD Congo qui se prépareraient à entrer au Burundi pour perturber les votes sur le référendum, au mois de Mai dernier. A la veille du scrutin référendaire, une attaque meurtrière a été dirigée contre la colline de Ruhagarika de la Commune Buganda. D'autres rumeurs faisaient état des infiltrations rebelles à partir de la RD Congo pour la Kibira avec pour finalité l'attaque du Rwanda via la forêt naturelle de NYUNGWE. Toutes ces informations ont alimenté un climat de peur et d'incertitude au sein de la province. Malgré tout cela, la population est restée encore calme et a continué à vaquer à ses occupations. Dans le reste de la zone d'action du projet, rien d'inquiétant sur le plan sécuritaire n'est à signaler mis à part qu'au mois de mai, certaines activités de mobilisation communautaire ont été reportées, étant donné que l'organisation du référendum sur la constitution ont mobilisé l'administration publique locale et nationale. Toutefois, cela n'a pas eu d'effet sur l'avancement du projet.

Malgré cette amélioration de la situation sécuritaire, les déplacements au Burundi du personnel du WENR¹ au Burundi sont restés limités (visite d'une semaine), bien que le conseil d'administration du WUR approuve assez facilement les demandes de mission. Les visites d'Aad Kessler au cours de la période considérée ont été effectuées deux fois, une fois en janvier et une autre en avril 2018. Laurie van Reemst n'a visité le Burundi qu'une seule fois en raison d'une réduction des activités liées à ses responsabilités

Au point de vue agro climatique, le 1^{er} semestre 2018 a connu de fortes précipitations en particulier dans la région naturelle de Mumirwa. Ces pluies ont occasionné des pertes importantes sur la production du haricot nain et de la banane. Cependant le prolongement de la période pluviale jusqu'à la 2^{ème} quinzaine du mois de mai a conduit le haricot volubile à arriver à maturité. Aussi a-t-on remarqué que dans l'ensemble la production du maïs a été bonne. En comparant les 2 saisons agricoles A et B, force est de constater que la production agricole de la saison agricole A 2018 a été meilleure que celle de la saison B 2018. Ceci s'explique par le fait que lors de la saison agricole 2018 A, on a connu des précipitations régulières, contrairement à la saison B où l'on a observé des pluies torrentielles qui ont occasionné beaucoup de dégâts sur les cultures avec comme conséquence la chute de la production agricole. Il est à signaler aussi que la distribution des engrais a été entachée de beaucoup d'irrégularités (retard dans la livraison et ruptures de stock).

3.2. Approche et stratégies de mise en œuvre

Tant au niveau de la coordination que des partenaires d'exécution du PAPAB, la concertation à travers des réunions de revue et de planification des activités a été prise comme une voie stratégique de mise en œuvre du projet. Au niveau des organisations partenaires ((ZOA et Oxfam) des réunions mensuelles sont organisées mensuellement avec les TL et trimestriellement avec tout le staff. Des

¹ Qui coordonne l'approche PIP et les activités connexes

rencontres ont été initiées entre les équipes techniques et les équipes en charge de la gestion financières pour faciliter et suivre l'exécution budgétaire. Les visites d'échanges sont aussi et régulièrement organisées pour le compte du staff et des bénéficiaires du projet. Sur terrain, les stratégies sont développées en fonction de la nature des activités à entreprendre.

On a en effet organisé tantôt des séances de sensibilisation à l'endroit des partenaires et /ou bénéficiaires des collines d'intervention sur l'un ou l'autre aspect, tantôt des séances de formations théoriques couplées avec des formations pratiques sur diverses thématiques.

Des descentes conjointes de suivi des activités sur terrain sont régulièrement organisées par le staff afin de s'assurer de l'adoption relative des recettes techniques véhiculées et vulgarisées par le projet PAPAB. Dans ce chapitre, on retient notamment les descentes conjointes avec l'administration et les DPAE pour appuyer les actions de lutte antiérosives (LAE), pour le choix de nouvelles collines dans le cadre de l'extension de l'approche PIP etc...

Au niveau du développement de l'approche PIP spécifiquement, la période sous rapportage a été marquée par une nouvelle réflexion stratégique sur la dynamique de concentration/ consolidation des activités dans les collines initiales et d'extension de l'approche PIP dans les collines adjacentes. Cette réflexion a permis d'aboutir à des orientations stratégiques pour les années 2018 et 2019 et a été assorti d'un réaménagement du Plan d'Action et de l'élaboration d'un budget spécifique. Il importe de faire remarquer que les principales orientations stratégiques portent sur :

La priorisation des activités en rapport avec la concentration et la consolidation des acquis du projet dans les collines initiales. Cela implique notamment la consolidation et la diffusion des connaissances techniques agricoles via la formation et l'émergence des « animateurs locaux » qui constituent à la fois des modèles dans le milieu, mais aussi des personnes relais dans la recherche et diffusion des bonnes pratiques et des innovations dans ce secteur. Ces animateurs pourraient aussi assurer un rôle de formateurs au niveau des futures coopératives. Enfin, ces derniers peuvent aussi valoriser leurs connaissances et expériences dans le processus d'élaboration et de gestion de la « vision collinaire ».

La sensibilisation des membres des « Groupes Solidaires d'Epargne et de Crédits » d'une part à l'épargne, notamment avec l'ouverture de compte dans les « Institutions de Microfinances » (IMF), et d'autre part au développement d'activités entrepreneuriales. Ces deux thématiques ont été jugées plus pertinentes dans la manière de sécuriser et/ ou valoriser au mieux la capital individuel, voire collectif, généré à l'issue du premier cycle. A cet effet, un outil simple d'évaluation de la rentabilité de microprojets (PIC) a été développé et présenté par Koos Michel aux économistes et des organisations partenaires du projet. Bien que la connexion des GSEC et de leurs membres aux IMF avait été identifiée comme une opportunité de synergie avec le projet MAVC (Icco), et que plusieurs démarches ont été réalisées par le projet PAPAB afin de faire connaître les groupes cibles notamment aux IMF, il n'est pas encore évident que cette connexion puisse être facilitée à large échelle. A ce stade, on va plutôt se concentrer sur la sensibilisation à l'épargne et à l'ouverture des comptes dans ces IMF, et à l'analyser des opportunités de faciliter la négociation des crédits plutôt avec les PIC et les coopératives dont les structures semblent mieux appropriées.

La facilitation et l'accompagnement dans un processus inclusif d'organisation et de structuration des producteurs vers des structures adaptées aux services agricoles attendus, telles que les coopératives agricoles. Cet aspect constitue une étape indispensable afin de permettre aux producteurs de développer des services qui visent notamment à répondre aux problématiques communes d'accès aux intrants de qualité, à la conservation des produits agricoles, à leur transformation et commercialisation. Toutefois, avant le développement technique de ces services, il est impératif que les membres soient d'une part conscients des spécificités légales, organisationnelles, conceptuelles de ces structures ; et d'autre part que ces dernières soient opérationnelles (avec la mise en place et la formation des différents organes opérationnels, textes signés, ...).

L'accompagnement des collines dans l'élaboration de leur propre vision collinaire. Cette activité est stratégique et constitue la pierre angulaire dans la pérennisation des acquis de l'ensemble des activités ci-dessus. En effet, la vision collinaire vise au développement intégral des collines en y intégrant au mieux les priorités et spécificités des communautés qui y participent et y sont représentés. Notons aussi que la vision collinaire constitue aussi une sorte de passerelle permettant d'impliquer directement le niveau communal, notamment en valorisant les plans d'actions des visions collinaires dans le processus de révision des « Plans Communaux de Développement Communautaire » qui est justement en cours avec cette année.

La formation des membres des Comités collinaires sur le PIP et sur l'outil spécifique Arbre-Photo du ménage ainsi que le développement des Comités collinaires. Ces structures veilleront à informer et conseiller les membres de la communauté sur l'approche PIP et l'outil spécifique Arbre-Photo du ménage dans un objectif d'amélioration de la cohésion sociale au sein des ménages et de la communauté.

L'initiation d'un processus d'extension spontané de l'approche PIP dans les collines adjacentes qui soit le plus approprié et intégré possible afin que : « Les communes soient organisé(e)s, s'approprient l'approche auto-promotionnelle PIP et s'investissent dans le processus de développement (agricole) durable ».

Au cours de ce premier semestre 2018, le travail sur le MonQIT a été interrompu et l'accent reste mis sur l'étalonnage de l'outil de fertilité du sol. Concernant le PIP, la stratégie est aussi de consolider le travail effectué dans les anciennes collines du SCAD (intensification du PIP, développement des visions des collines, etc.), d'en tirer des leçons et de les intégrer au PAPAB. L'attention est également portée sur le suivi des plans de parcelles intégrés (IPP) qui seront davantage mis en avant au cours de la prochaine période.

3.3. Partenariat et synergies

Les résultats jusqu'ici engrangés par le PAPAB sont en grande partie attribuables à l'implication active certes de son staff dans la mise en œuvre des activités. Cependant, ils sont également le fruit d'un partenariat et d'une parfaite entente avec les représentants de l'administration et des services techniques à la base (chefs de colline et moniteurs agricoles), des autorités provinciales (cabinet du Gouverneur, DPAE) et communales mais aussi d'autres ONGs et projets de développement opérant dans les zones d'intervention.

ZOA et l'IFDC travaillent en synergie dans les initiatives PEA2/ACMA pour renforcer les OPA et VSLA ainsi que des acteurs privés (Commerçants, Transformateurs, IMF). Au cours de cette période sous-rapportage, des synergies avec le PAM ont été aussi intensifiées dans le cadre de la sous-composante 2.5 où des kits PAM composés de lots de sacs + bâches et de lots de silos + bâches ont été achetés par les bénéficiaires du projet PAPAB. Dans ce même cadre ZOA a signé un contrat avec le PAM pour la mise à disposition de sacs et de silos de conservation des récoltes des ménages dans les provinces d'intervention. On note aussi la collaboration entre le PAPAB et ICCO Coopération d'une part, le Réseau des Institutions de Microfinances (RIM) dans la mise en relation des VSLA avec leurs IMF d'autre part. Dans le cadre d'une recherche de synergie avec le projet MAVC, le projet PAPAB a facilité en janvier 2018 une présentation de l'approche PIP et de la situation des GSEC aux IMF appuyées par le projet MAVC. Il s'en est suivi une visite conjointe de terrain dans la province de Cibitoke. Une séance d'échange avec Care a aussi été facilitée par le projet PAPAB afin d'échanger sur les modalités qui ont permis à ce que le Ministère de la Solidarité reconnaisse officiellement l'approche « Nawe Nuze » comme référence au Burundi, notamment dans l'appui aux groupes vulnérables ainsi qu'aux femmes en particulier. Cela avait pour objectif d'inspirer le projet PAPAB qui voudrait faire connaître l'approche PIP au niveau national notamment.

3.4. La coordination du projet

La coordination du projet a renforcé la concertation avec tous les partenaires du projet en particulier les organisations de mise en œuvre du projet et le bailleur de fonds. C'est dans ce cadre que des réunions d'échanges et de suivi des activités sont organisées toutes les deux semaines entre la coordination et les chefs de projet PAPAB. La Coordination du PAPAB est aussi en concertation permanente avec l'Ambassade des Pays Bas à travers des réunions sur des orientations stratégiques du projet. Pour des questions spécifiques et par occasion, la coordination du projet élargie la participation à ces réunions aux experts du PAPAB ; l'allusion est ici faite au chargé du suivi évaluation, aux spécialistes de la GIF et de l'ACMA ainsi qu'au chargé de la communication. Une fois les 3 mois, la coordination du projet organise également une réunion d'échange avec les Teams leaders pour discuter et évaluer l'état d'avancement des activités sur terrain. La coordination a également organisé des visites en vue de faire connaître les réalisations du PAPAB par les services publics. C'est dans ce contexte qu'une visite de terrain de 3 jours a été organisée à l'intention d'une délégation du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale dans les provinces de Gitega, Makamba et Rumonge.

² PEA : pole d'entreprise agricole

4. Etat des réalisations et principaux résultats

4.1. Réalisations et résultats de la Composante 1 Consolidation du système de mise à disposition des engrais.

4.1.1 Sous composante 1.1 Amélioration des opérations de planification, enregistrement, paiement, gestion des bons d'achat, importation et distribution des engrais.

4.1.1.1 Planification annuelle de la campagne de subvention

En raison du temps pris par les travaux (janvier à début mai 2018) de la Commission Spéciale chargée par la Présidence de la République d'établir un système de planification financière du PNSEB, la planification annuelle des activités du PNSEB a été faite avec retard. Au bout de ses travaux, ladite commission n'a établi aucun système de planification mais a tout de même recommandé de garder la subvention des engrais à 40%. Pour récupérer le temps perdu, la DFS a produit à la hâte un calendrier des activités futures tellement serré qu'il était pratiquement irréalisable. Dans sa réunion du 20 mai 2018, le CNFA a approuvé un plan de campagne 2019 ABC convenablement mis à jour puisque les échéances de plusieurs activités avaient été entre-temps largement dépassées.

4.1.1.2 Enregistrement des bénéficiaires

Pendant la longue durée des réflexions sur la planification des activités du PNSEB pour la campagne 2019 ABC, certaines activités qui ne requièrent pas l'approbation du CNFA ont continué ; c'est le cas de l'enregistrement des nouveaux bénéficiaires. L'inscription sur les listes manuscrites a eu lieu dans toutes les Collines pendant le mois de février, et la saisie des nouveaux bénéficiaires dans la base des données du PNSEB a été par la suite accomplie par les DPAE au mois de mai. Cependant, dans les Collines des Communes Gitega, Giheta, Gishubi, Nyarusange et Ryansoro dans la Province Gitega; Bugenyuzi, Buhiga et Nyabikere dans la Province Karusi; et Gatara, Kayanza et Muruta dans la Province Kayanza, l'enregistrement a été fait à l'aide d'une tablette fournie par le projet d'inclusion sociale d'AUXFIN sur contrat avec le PAPAB. Les nominatifs enregistrés dans ces Collines n'ont pas eu besoin d'être saisis par les DPAE, ce qui a permis d'épargner beaucoup de temps et de réduire les coûts d'enregistrement supportés par le PNSEB, tout en évitant les erreurs de saisie. Il a été donc proposé de lancer un appel à manifestations d'intérêt pour des opérateurs privés (notamment les sociétés de téléphonie mobile) afin de généraliser l'enregistrement direct sur tablette ou smartphone dans toutes les Collines du Pays.

Les nouveaux enregistrés pour l'année 2019 ABC sont évalués à environ 110.000 ; ce qui porte le total des ménages enregistrés à environ 860.000, soit le 52% du nombre total de ménages agricoles burundais. Le nombre des nouveaux enregistrés est plus du double par rapport aux années précédentes, puisque beaucoup de ménages encadrés par le projet TUBURA ont été finalement régularisés.

Tableau 1: Proportion des ménages inscrits au PNSEB en 2018 par rapport à 2017 et au total des ménages par province

Province	Ménages enregistrés en 2017	Ménages enregistrés en 2018	Accroissement en %
Bubanza	23 545	25 141	7
Buja Rural	27 878	31 355	12
Bururi	27 807	28 992	4
Cankuzo	23 534	26 774	14
Cibitoke	20 155	22 616	12
Gitega	129 381	147 762	14
Karuzi	72 277	75 365	4
Kayanza	56 760	75 159	32
Kirundo	52 697	58 506	11
Makamba	31 234	32 502	4
Muramvya	49 131	63 253	29
Muyinga	30 814	33 589	9
Mwaro	51 235	61 546	20
Ngozi	82 362	94 510	15
Rumonge	16 544	17 354	5
Rutana	32 064	33 744	5
Ruyigi	34 566	38 326	11
Total	761 984	866 494	14

De 2017 à 2018, le nombre total de ménages inscrit au PNSEB est passé de 761 984 à 866 494 soit une augmentation de 14%. Au niveau des provinces, la province de Kayanza a fait un bon impressionnant puisque le taux d'augmentation des inscrits est de 32% contre 4% seulement pour les provinces de Bururi, Karusi et Makamba.

4.1.1.3 Paiement des avances et des soldes

a) Commande campagne 2018 ABC

Au début de février, les instituts financiers ont dressé les listes définitives des commandes. Pour les saisons 2018 B et C, la commande a atteint 20.353 tonnes d'engrais et 2,893 tonnes de dolomie pour une demande totale de la campagne 2018 ABC évaluée à 50.127 tonnes d'engrais et 9.385 tonnes de dolomie.

b) Commande campagne 2019 ABC

En raison du grand retard dans la planification de la campagne, le paiement des avances pour les saisons 2019 A, B et C n'a pu commencer que le 11 juin 2018. Pour la même raison, les nouveaux instituts financiers VIETTEL e BANCOBU, qui mettaient en œuvre leurs pilotes respectivement dans les provinces de Gitega, Muramvya, Mwaro et Kayanza, Karusi, Ngozi, n'ont pu faire la sensibilisation de la population sur leurs respectives modalités de paiement que quand la période de paiement des avances avait déjà commencée.

c) Informatisation des guichets de la Poste et de la FENACOBU

Au cours de la deuxième période de paiement des avances 2018 ABC, on s'était aperçu que le logiciel installé permettait aux guichetiers de modifier la base de données du PNSEB. En outre, la Poste et la FENACOBU avaient souhaité que le logiciel puisse aussi inclure une fonctionnalité comptabilisant les bons d'achat. Pour ces raisons, une mise à niveau des modules PNSEB avait été planifiée avant le commencement de la campagne 2019 ABC. Ainsi au début de février 2018, une rencontre avec les représentants de la Poste et de la FENACOBU a été organisée pour discuter les détails des modifications à faire sur les logiciels respectives. Ensuite, le Projet a offert une consultance à l'informaticien Alpha Dia pour préparer les spécifications techniques et suivre les opérations de mise à niveau confiées aux maisons propriétaires des logiciels au début d'avril 2018. Malheureusement, la maison AD Finance, propriétaire du logiciel utilisé par FENACOBU, n'a pas respecté le délai de consigne qui avait été fixé à la fin du mois de mai 2018. Cependant, grâce au retard du commencement de la période de paiement des avances, la FENACOBU a pu avoir son module PNSEB en temps utile.

Tableau 2: Commandes d'engrais par province et par type pour 2018ABC

Province	DAP	Urée	NPK	KCI	Total
Bubanza	1 631,58	2 848,25	661,13	162,63	5 303,59
Bujumbura	920,23	936,73	120,13	144,85	2 121,94
Bururi	1 184,33	79,55	1,43	59,50	1 324,81
Cankuzo	347,53	25,40	2,50	5,53	380,96
Cibitoke	1 179,25	1 373,90	79,35	27,70	2 660,20
Gitega	7 200,48	703,58	290,90	24,03	8 218,99
Karusi	4 613,00	229,60	21,75	30,13	4 894,48
kayanza	3 329,18	1 286,48	211,55	155,78	4 982,99
Kirundo	322,18	58,23	15,65	3,60	399,66
Makamba	1 216,18	176,55	8,65	7,78	1 409,16
Muramvya	2 953,58	504,73	369,05	16,50	3 843,86
Muyinga	2 024,23	85,43	10,40	8,33	2 128,39
Mwaro	2 681,70	213,95	70,10	36,80	3 002,55
Ngozi	3 236,18	323,78	129,63	90,58	3 780,17
Rumonge	319,95	164,30	41,28	15,83	541,36
Rutana	2 013,90	195,95	8,95	13,98	2 232,78
Ruyigi	2 157,70	63,53	7,30	7,78	2 236,31
Total	37 331,18	9 269,94	2 049,75	811,33	49 462,20

4.1.1.4 La fourniture des intrants

a) Fourniture saison 2018 B. A cause du retard des remboursements des importateurs³ et partant, du retard d'obtention des crédits fournisseurs d'une part, du retard de paiement d'EDENRED⁴ qui conséquemment a empêché l'impression ponctuelle des bons d'achat d'autre part, les intrants commandés pour la saison 2018 B n'ont été mis en distribution qu'à partir du 20 février 2018.

³ Ils ont eu leur paiement en décembre 2017, soit avec deux mois de retard

⁴ Arriérées de paiement d'une année

La raison de ces retards dans la mobilisation des fonds est imputable essentiellement à l'absence d'une phase de planification financière rigoureuse dans le cycle de fonctionnement du PNSEB. Les accusations faites contre la Délégation de l'Union Européenne – coupable d'avoir promis une contribution de 2,5 millions qui finalement n'a pas été octroyée – ne font que confirmer l'absence d'un efficient système de programmation financière à la hauteur des exigences d'un programme commercial en partenariat public-privé de l'envergure du PNSEB. Ce problème est d'importance capitale pour la viabilité du PNSEB, car le retard dans la livraison des intrants oblige beaucoup de ménages agricoles à planter sans engrais, causant ainsi un mécontentement et une perte de confiance de ces derniers.

- b) Fourniture saison 2019 A – Deux appels à manifestation d'intérêt, respectivement pour la pré-qualification des importateurs d'engrais et des producteurs de dolomie, ont été publiés les 22 février et 15 mars 2018. Quinze (15) offres d'importateurs d'engrais et 4 des producteurs de dolomie ont été ouvertes et analysées par une commission constituée des membres du CTFA, du Directeur Général de l'Agriculture, du Directeur du Département Semences et du Contrôleur financier du Ministère de Finances auprès du MINEAGRIE. De toutes ces offres, 9 importateurs et 3 producteurs de dolomie ont été pré-qualifiés, les autres ont été rejetées par manque de certains documents ou de la non-conformité des documents. Pour la prochaine année, le CTFA a recommandé 17 lots (soit un lot par province). Dans l'ensemble, ces fournisseurs consultés ont offert des prix plus élevés que l'année passée (70 dollars par tonne en moyenne) en raison (selon la note explicative attachée à leurs offres) de la validité de leurs prix sur une période de plus de six mois ; des difficultés de trouver des transporteurs endéans les strictes échéances du PNSEB, de l'augmentation des prix à l'origine et surtout des fréquents et long retards dans les remboursements. En ce qui concerne la dolomie, les deux soumissionnaires ont gagné chacun deux lots sur les quatre disponibles.

4.1.1.5 La distribution des intrants

- a) Enregistrement des distributeurs au niveau provincial – Le processus de sélection des distributeurs a débuté par un appel à manifestation d'intérêt au niveau des provinces suivi d'abord d'une analyse des dossiers présentés et enfin de la vérification sur terrain de la pertinence et de la véracité des informations fournies par les soumissionnaires. Au bout de cet exercice qui a été clôturé au début de février 2018, un distributeur PNSEB a été retenu dans chacune des 386 Zones du Burundi. Dans plusieurs Zones où on n'avait eu aucun candidat, le distributeur a été nommé sur proposition du représentant des fournisseurs d'intrants auprès de la commission d'évaluation.
- b) Évaluation de la distribution – Au début du mois de mars, un plan d'évaluation de la qualité de la distribution des intrants a été agréé avec la DFS. Ce plan prévoyait trois rencontres de terrain par Province avec des groupes d'agriculteurs, agents de terrain et représentants des DPAE et autorités locales. Le plan a été mis en œuvre du 19 au 30 mars et un rapport de son évaluation a été produit. Ce rapport a été utilisé par la commission d'évaluation des offres des fournisseurs pour évaluer la qualité du service rendu. Selon le rapport, les meilleurs importateurs 2018 AB ont été EAGTC et ITCO, les pires ayant été NTIGACIKA et ITRACOM.

4.1.1.6. Le remboursement des fournisseurs

Les intrants commandés pour la saison 2018 B ont été mis en distribution avec presque un mois de retards. Conséquemment, les remboursements aux importateurs ont décalé d'autant de jours. Pire, seulement la partie non-subventionnée a été remboursée, puisque le FCFA n'a plus été ravitaillé par le Ministère des Finances jusqu'au mois de juillet 2018 et ce, en dépit de la mise sur pieds par la Présidence de la République (en février 2018) d'une Commission spéciale chargée de faciliter l'entente entre le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de Finances (éventuellement avec les bailleurs de fonds intéressés) afin d'éviter des crises comme celle intervenue à la fin de 2017, quand des malentendus entre le Ministère de Finance, le Ministère de l'Agriculture et la Délégation de l'Union Européenne avaient causé l'épuisement du FCFA en pleine saison de remboursement des fournisseurs d'intrants. En raison du retard dans le virement de fonds au FCFA qui s'est prolongé au-delà de juin 2018, EDENRED a aussi bloqué l'émission des dernières notifications de remboursement. Ce n'est que mi-juillet que finalement le FCFA a été ravitaillé par le Ministère de Finances, permettant ainsi à EDENRED de produire les bons d'achat qui étaient restés pendants.

4.1.1.7. La gestion des bons d'achat

Au début du mois de mars 2018, le Ministère de l'Agriculture a finalement lancé l'appel d'offre internationale pour les sociétés de bons d'achat. Seulement EDENRED a présenté une offre et la procédure des marchés publics pour l'évaluation de l'offre et la signature du contrat a pu être achevée dans deux mois et demi seulement.

4.1.2 Sous composante 1.2 Augmentation de la demande solvable

4.1.2.1 Implication des OPA et d'autres organisations dans le PNSEB

Rien à signaler au cours de la période concernée, sauf que les représentants des OPA continuent à participer au CTFA et au CNFA comme d'habitude.

4.1.2.2 Inclusion sociale et financière des agriculteurs

En novembre 2017, AUXFIN a proposé une activité pilote pour l'informatisation de l'enregistrement des bénéficiaires du PNSEB à l'aide des tablettes qui ont été fournies aux 296 Collines ciblées. Le projet a été analysé favorablement par le CTFA, puisqu'il permet d'éviter la procédure fastidieuse (et couteuse) de saisie et de validation des fiches d'enregistrement, tout en assurant la correction rapide et la mise à jour continue des listes des enregistrés. En plus, la proposition d'AUXFIN prévoyait aussi l'enregistrement des superficies des exploitations qui seraient estimées par les Nyumbakumi en accord avec les ménages concernés.

En janvier 2018, des discussions ont été lieu avec AUXFIN concernant les fonds additionnels nécessaires pour l'enregistrement des nouveaux bénéficiaires du PNSEB à l'aide de tablettes (voir aussi au premier paragraphe de ce Rapport). Cela a abouti sur une proposition technique et financière pour l'extension de 3 mois du projet incluant aussi la nouvelle activité d'enregistrement. La proposition a été par la suite arrangée convenablement et approuvée par l'Ambassade des Pays Bas le 23 février et un avenant d'extension du contrat a été signé par les parties au début de mars 2018.

4.1.3 Sous composante 1.3 Gestion technique et financière du PNSEB

4.1.3.1 Transfert de la gestion technique et financière du PNSEB

Le 11 janvier 2018, les résultats de l'évaluation externe de la 1^{ère} Composante du Projet, portant sur sa stratégie de sortie, ont été présentés à l'Ambassade des Pays Bas. Le 29 janvier une autre réunion tenue à l'Ambassade a discuté les trois possibles stratégies de sortie, et l'option la plus ambitieuse, c'est-à-dire celle d'insérer le PNSEB dans un contexte de partenariat public-privé ; cette option a été jugée préférable. En attendant de pouvoir explorer les intentions du Gouvernement sur les perspectives du PNSEB, l'Ambassade a accepté de prolonger la durée de la première Composante du Projet jusqu'à septembre.

Au début du mois de mars, une note conceptuelle pour l'Ambassade a été rédigée, concernant l'insertion du PNSEB dans un contexte de partenariat public privé aux termes de la loi 1/14 du 27 avril 2015, et trois semaines plus tard la note a été aussi partagée avec le MINAGRIE. En effet, un régime PPP permettrait la gestion professionnelle du PNSEB tout en laissant le control général dans les mains du Gouvernement, mais permettant aussi aux autres investisseurs, et notamment aux bailleurs de fonds, d'intervenir dans le processus décisionnel dans un contexte rationnel afférant, à grandes lignes, au droit sociétaire.

Pourtant, vers la fin du mois d'avril le comité spécial mis en place par la Présidence de la République pour décider, entre autres, les perspectives futures du PNSEB, a finalement établi que pour le moment la structure du PNSEB doit rester la même – à part le CTFA, qui sera restructuré opportunément afin de garantir une majeure efficience dans la prise de décisions.

4.1.3.2 Renforcement des capacités des gestionnaires du PNSEB

a) Veille commerciale périodique des prix des engrais – Entre le 3 et le 10 mars, une nouvelle veille commerciale des prix des engrais a été facilitée par le consultant Joël Le Turioner, mais cette fois-ci avec la participation des importateurs. L'exercice a pu perfectionner l'analyse de prix faite l'année précédente jusqu'au niveau de la rentrée des engrais au Burundi, mais les étapes suivantes sont restées assez indéfinies, et finalement les importateurs présents ont accepté que depuis l'arrivée au Burundi des engrais jusqu'à leur distribution, un taux de 25% du prix DDU (Delivered Duty Unpaid) doit être ajouté pour couvrir les différents coûts de gestion et transport, d'intérêts financiers et de rémunération des distributeurs, ainsi que pour assurer un profit d'entreprise suffisant (en mars 2018, le DDU pour le DAP était 793 dollars, pour l'Urée 577 et pour le KCI 586).

b) Adoption d'une grille de rapportage des activités PNSEB confiées aux DPAE – Le model de budget pour les activités rotinières des DPAE dans le cadre du PNSEB, que le Projet avait proposé au mois de décembre 2017 est resté dans le gros tiroir des meilleures intentions. En effet, le véritable problème est qu'à présent ni les DPAE ni les Comités collinaires ne reçoivent de l'argent du FCFA pour les activités faites dans le cadre du PNSEB. Ce scenario se basait sur de couts forfaitaires modulés pour chaque Province sur la base d'un coefficient fixe lié à l'extension territoriale et au nombre des communes, zones et collines, et d'un coefficient variable de performance, proportionnel à la quantité d'intrants PNSEB vendus au courant de l'année précédente.

e) Assistance technique à la Cellule financière du MINAGRIE – Vers la mi-mai 2018, un nouveau contrat d'assistance technique à la cellule comptable du MINEAGRIE a été signé, par lequel le

consultant Jean Pierre Matwanga préparera les états financiers du PNSEB pour les années 2016 et 2017 et adaptera le logiciel TOMPRO selon les recommandations faites par les auditeurs.

4.1.4 Sous composante 1.4 Communication sur le PNSEB.

4.1.4.1 Appui à la Cellule Communication du MINAGRIE

Du 5 au 9 février le Chargé de Communication de l'IFDC a collaboré avec l'Unité communication du MINAGRIE pour la collecte d'informations audio-visuelles sur le processus de sélection des distributeurs du PNSEB dans la province Rumonge. Ils ont également collaboré au mois de mai dans l'organisation d'une conférence à Ngozi pour présenter aux autorités et à la société civile la nouvelle façon de payer les engrais du PNSEB à travers les guichets mobiles de BANCOBU. Une autre conférence a eu lieu à Gitega où cette fois-ci il était question de présenter la nouvelle façon de payer les engrais du PNSEB à travers les téléphones mobiles de VIETTEL.

4.1.4.2 Elaboration et production d'outils de sensibilisation et formation

Au début de février 2018, un contrat a été signé avec une maison de production audio-visuelle pour le découpage et le montage d'un documentaire sur la recherche (conduite par ISABU, IFDC et MINAGRIE) sur les nouvelles formules d'engrais et sur le chaulage. Ce documentaire a été produit en Français, en Anglais et en Kirundi et servira comme outil de formation et de sensibilisation.

À la fin du mois de mai, dès que le CNFA a pu finalement approuver le plan de l'année PNSEB 2019 ABC et le Manuel du PNSEB y relatif a été mis à jour, traduit en kirundi et imprimé en 4.500 copies qui ont été distribués aux Comités collinaires, aux DPAE et aux OPA.

4.1.4.3 Organisation d'ateliers, conférences et visites de terrain

Aucune visite de terrain ou conférence sur le PNSEB a été proposée par l'Autorité du Programme, et d'ailleurs les rapports actuels entre le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers ne rendent pas encore opportunes des activités conjointes de haut niveau.

4.1.5 Sous composante 1.5 Contribution au PNSEB

Au mois d'avril, l'Ambassade des Pays Bas a alloué un financement de 2,5 millions d'Euros pour la subvention du PNSEB. Ce montant sera géré comme d'habitude par le projet sur la base de la Convention établie avec MINAGRIE. Il servira au remboursement des fournisseurs au cours de la saison 2019 A.

4.2. Réalisations et résultats de la composante 2 Augmentation de la productivité agricole, la résilience, l'organisation des producteurs et l'accès aux marchés.

4.2.1. Sous composante 2.1 Renforcement des capacités techniques des agriculteurs pour la gestion intégrée des terres dans la communauté »

4.2.1.1. L'approche « Plans Intégrés Paysans (PIP) »

a) Le recyclage des PPIPs

En perspective de l'extension de l'approche tant sur les collines pilotes que sur les collines d'extension, une formation de recyclage des PPIP a été organisée dans presque toute la zone d'action du PAPAB sauf en province de Bubanza où cette activité était prévue au 2^{ème} semestre 2018, ce qui justifie le faible taux des réalisations dans la zone d'action d'Oxfam.

Tableau 3: Bilan du recyclage des PPIP formateurs

Province	Prévisions	Réalizations			% réalisation
		Homme	femme	Total	
Bubanza	-	-	-	-	0
Buha Rural	720	37	53	90	13
Cibitoke		131	129	260	
Makamba	325	80	241	321	99
Muyinga	318	171	147	318	100
Rumonge	211	131	80	211	100
Total	1 574	550	650	1 200	

b) Extension de l'approche PIP, formation de nouveaux PPIP et appui à l'élaboration des PIP

Dans le cadre précis de l'extension de l'approche PIP, de nouvelles collines ont été identifiées. Dans la zone d'action d'Oxfam, 27 collines adjacentes (dont 9 dans Bujumbura Rural et 18 dans Bubanza) sont concernées par le processus d'extension à l'issue de la 2^{ème} compétition PIP. Après le ciblage des collines d'extension et de nouveaux PPIP sur les collines initiales, des réunions de sensibilisation sur l'approche PIP ont été organisées à l'intention des administratifs et de la population des collines d'extension et le processus de formation de nouveaux PPIP a été amorcé. Pour ces nouveaux PPIP, le projet s'est également employé à les appuyer dans leurs initiatives d'élaboration de leur Plans Intégrés Paysans (PIP).

Tableau 4: Effectif de nouveaux PIP ayant élaboré leur PIP

Province	Prévisions	Réalizations			% réalisation
		Homme	femme	Total	
Bubanza	6 072	1 424	1 233	2 657	44
Buha Rural					
Cibitoke	2 611	1 208	1 328	2 536	97
Makamba	5 433	1 720	3 713	5 433	100
Muyinga	10 620	2 224	2 960	5 184	49
Rumonge	-	1 861	2 312	4 173	
Total	24 736	8 437	11 546	19 983	81

c) Facilitation de l'élaboration de la vision collinaire

Il est normalement prévu qu'après l'adoption et l'intériorisation de l'approche PIP, la communauté élabore une vision pour leur colline à l'instar du PIP pour le ménage. Cette activité n'a pas pu être

réalisée dans la zone d'action de ZOA parce qu'elle est projetée pour le 2^{ème} semestre. Par contre dans la zone d'action d'Oxfam Novib, les 12 collines initiales se sont engagées activement dans le processus d'élaboration de leur vision collinaire et à ce jour, chaque colline dispose d'un « comité de vision collinaire » mis en place localement et qui coordonne le processus et chacune d'entre elles est au stade de disposer d'un Plan d'Actions provisoire qui devra être finalisé et validé dans le courant de la période suivante. Notons que la mobilisation communautaire a cette activité démontre une volonté et une implication de la majorité des communautés cibles en vue d'améliorer la situation de leur colline. Certaines actions prioritaires identifiées dans les Plans d'action collinaires pourront déjà être initiées dès les mois de juillet et août afin de profiter de la saison sèche (travaux d'aménagement communautaire).

d) Atelier de formation des structures pérennes

Dans une perspective de consolidation et de pérennisation de l'approche des agents des structures pérennes (Monagris, CDCs, autres leaders communautaires) ont - dans certaines provinces-été formés. Cette activité a été réalisée dans la seule province de Muyinga où 7 monagris des collines PAPAB ont été formés.

e) Appui Conseil du WENR dans la supervision de la mise en œuvre de l'approche PIP

Sous la supervision et la coordination de Kessler et de Frenarier Nsabimana, les progrès ont été réalisés dans : a) la consolidation et l'extension des activités du PIP dans les anciennes collines du SCAD; 2) le développement des visions collinaires dans la zone d'action du SCAD; 3) dans la mise en place et le suivi des IPP (Integrated Plots Plan) et dans ; 4) suivi des groupes PIC. Des appuis ponctuels dans la mise en œuvre du PIP ont été donnés par l'équipe de SCAD au staff du PAPAB chaque fois que cela s'est révélé nécessaire.

Les leçons tirées des anciennes collines SCAD sont continuellement partagées avec le personnel du PAPAB et ont été intégrées dans le nouveau manuel PIP qui en est actuellement au stade final de la révision. Dans ce chapitre, on parlera aussi du rapport d'impact du PIP (élaboré par WENR avec l'équipe du SCAD) qui a été partagé avec de nombreuses organisations au Burundi. Un article scientifique basé sur ces résultats est en cours d'élaboration et sera publié en collaboration avec certains membres du personnel du PAPAB. Le lancement du site Web du PIP hébergé par le WENR a été aussi une grande réalisation(<https://www.wur.nl/en/Research-Results/Research-Institutes/Environmental-Research/Programmes/Sustainable-Land-Use/The-PIP-approach-proud-farmers-better-soils-more-food.htm>). Sur ce site, on peut trouver des informations sur le PIP au Burundi (rapports et films) et des formations sont proposées dans le cadre du PIP à d'autres organisations. Au cours du semestre écoulé, plusieurs de ces formations ont été dispensées.

f) L'étalonnage de l'outil fertilité des sols

Cette activité est supervisée par Laurie van Reemst et Alain Kagisye. Le travail avec les parcelles expérimentales pour les recommandations relatives à la fertilité des sols a été l'activité principale. Les neuf sites expérimentaux de Gitega et de Muyinga se sont très bien comportés et des échantillons de sol, de biomasse et de grains ont été prélevés et envoyés à un laboratoire à Wageningen pour analyse. Un premier calcul a été effectué par WENR avec les données de rendement obtenues à partir

de ces parcelles (pour les pommes de terre, le haricot et le maïs) et une décision d'analyse (coûteuse) de la biomasse et des grains en laboratoire a été prise. Cela se fera tout d'abord pour le maïs, et lorsque les résultats seront bons, la biomasse et les grains de haricot seront analysés et enfin ceux de la pomme de terre. Comme déjà indiqué, les activités de MonQIT ont été abandonnées

4.2.1.2. Gestion intégrée de la fertilité des sols et lutte antiérosive

Les principales activités menées portent sur la formation du staff, des PPIPS et des encadreurs des services partenaires sur des thèmes en rapport avec la GIFS, l'appui du projet aux communautés bénéficiaires dans la production des plants forestiers et agroforestiers ainsi que des formations sur la production des plants en pépinières.

a) Les formations

- La Formation des PPIP sur thèmes en rapport avec la GIFS

Dans la zone d'action d'Oxfam, cette formation s'est adressée aux animateurs endogènes dans Bubanza (20/ collines) et aux animateurs locaux dans Bujumbura (1/ sous colline). Elle portait sur des thèmes différents selon la province (principalement sur les techniques de greffage des manguiers, des avocatiers et des pommiers dans Bujumbura Rural, sur la phytopathologie du haricot et sur les techniques d'enrobage des semences dans les collines d'extension à Rumonge, sur le maraichage, le petit élevage et l'enrobage des semences à Makamba)..

Tableau 5: Bilan des formations des PPIPs sur des thèmes en rapport avec la GIFS

Province	Prévisions	Réalizations			% réalisation
		Homme	femme	Total	
Bubanza	120	74	73	147	107
Buha Rural	18				
Cibitoke	40	26	14	40	100
Makamba	456	138	285	423	93
Muyinga	40	26	14	40	100
Rumonge	211	131	80	211	100
Total	885	395	466	861	97

- La formation des encadreurs des services partenaires et des Paysans innovateurs sur thèmes en rapport avec GIFS

Ces formations ont été organisées par un spécialiste de la GIFS de IFDC. Elles se sont adressées aux agronomes des organisations partenaires de PAPAB ouvrant dans chacune des communes couvertes par le PAPAB. La formation durait 3 jours (dont un jour de terrain) et était centrée sur les thèmes suivants : a) Le rappel sur la GIFS et l'utilisation des engrais ; b) les modes d'application des engrais ; c) le calcul des doses d'engrais ; d) les cultures associées et la rotation des cultures ; e) la gestion de l'eau et des éléments nutritifs pour les plantes cultivées ; f) la lutte intégrée contre les maladies et les ravageurs des cultures et l'utilisation raisonnée des pesticides ; g) les connaissances et les savoir-faire locaux dans la lutte contre les maladies et les prédateurs des plantes et des animaux ; h) les

techniques de compostage ; i) la lutte antiérosive et la j) gestion de l'acidité des sols, k) les pratiques « climate smart agriculture » : résultats obtenus dans le cadre du PAPAB.

Dans Bujumbura Rural, cette formation s'est adressée aux animateurs volontaires de l'OAP alors que dans Bubanza, Rumonge et dans les trois autres provinces, elle a été dispensée pour le compte des moniteurs agricoles.

- La formation des Paysans Innovateurs

Cette formation a été également assurée par un spécialiste de la GIFS de IFDC. Elle a également duré 3 jours et était dispensée en Kirundi. Les thèmes de formation étaient : a) le rappel sur la GIFS et l'utilisation des engrais ; b) les modes d'application des engrais ; c) le calcul des doses d'engrais ; d) les cultures associées et la rotation des cultures ; e) la gestion de l'eau et des éléments nutritifs pour les plantes cultivées ; f) la lutte intégrée contre les maladies et les ravageurs des cultures et utilisation raisonnée des pesticides ; g) les connaissances et les savoir-faire locaux dans la lutte contre les maladies et les prédateurs des plantes et des animaux ; h) les techniques de compostage ; i) la lutte antiérosive ; j) la gestion de l'acidité des sols, et k) les pratiques « climate smart agriculture » : résultats obtenus dans le cadre du PAPAB.

Tableau 6 : Bilan de la formation des agronomes des services partenaires et des Paysans Innovateurs

Province	Agronomes			Paysans Innovateurs		
	Homme	Femmes	Total	Homme	Femmes	Total
Bubanza	18	-	18	-	-	-
Buha Rural	20	4	24	-	-	-
Cibitoke	18	1	19	23	16	39
Makamba	27	2	29	24	16	40
Muyinga	18	1	19	23	17	40
Rumonge	23	-	23	22	17	39
	124	8	132	92	66	158

- La formation sur les techniques de production de plants en pépinières

Il s'agit des formations orientées sur la mise en place, la conduite et la gestion d'une pépinière de plants forestiers et/ou agroforestiers. Dans Bujumbura rural, cette formation a eu lieu le semestre précédent. Dans Bubanza, cette formation a profité aux 20 animateurs endogènes de chaque colline auxquels se sont ajoutés bien d'autres qui en ont exprimé le besoin.

Tableau 7: Bilan des formations sur la production des plants en pépinières

Province	Prévisions				% réalisation
		Homme	femme	Total	
Bubanza	120	125	125	240	200
Buha Rural	-	-	-	-	0
Cibitoke	70			45	64
Makamba	-	-	-	-	-
Muyinga	-	-	-	-	-
Rumonge	685	440	110	550	80
Total	875	565	235	835	95

c) Appui à la production des plants

En complément à la formation spécifique sur les techniques de gestion d'une pépinière, le Projet a disponibilisé les semences d'arbres forestiers et agro-forestiers, les sachets en plastique ainsi qu'un certain nombre de matériel utilisé dans la conduite d'une pépinière.

Tableau 8 : Bilan de la production des plants forestiers et agroforestiers

Province	Prévisions	Plants produits					% réalisation
		Gréviléa	eucalyptus	Caliandra	cedrella	Total	
Bubanza							
Buha Rural	-	-	-	-	-	-	
Cibitoke	-	-	-	-	-	-	
Makamba	145 800					40 242	28
Muyinga	296 500	33 592	20 552	36 884	20 275	111 303	38
Rumonge	104 060	26 850	750	8 871	13 235	49 706	48
Total	546 360	60 442	21 302	45 755	33 510	201 251	37

Le % de réalisation est particulièrement bas en raison du faible taux de germination des semences des diverses espèces de plants produits, de la mauvaise qualité des sachets et des inondations des pépinières (cas de Makamba).

d) Expérimentation et promotion des nouvelles formules d'engrais

Les expérimentations réalisées en partenariat entre l'IFDC, l'Institut des Sciences Agronomiques (ISABU) et la Direction de Fertilité des Sols (DFS) du MINAGRIE, ont l'objectif de mettre à la disposition des agriculteurs des formulations d'engrais complets, composés d'éléments nutritifs majeurs, secondaires et d'oligo-éléments déficients dans les sols Burundais. La recherche a démontré que ces engrais sont beaucoup plus productifs que les engrais actuels dépourvus d'éléments nutritifs secondaires et d'oligo-éléments, avec de gains de rendement oscillant entre 20 et 50 % en fonction du type de culture. Au cours de la période de rapportage, l'activité principale a été l'élaboration du rapport des résultats des expérimentations entamées depuis la saison 2014 A. Le rapport, qui montre l'importance d'intégrer les micronutriments dans les formules de fertilisation selon les niveaux d'application optimaux vérifiés par la recherche pour les cultures de haricot, de pomme de terre, de blé et de maïs, a été présenté à une commission scientifique de lecture nommée par le Ministre de l'Agriculture, composée de professeurs d'université, de chercheurs d'ISABU et de quelques membres du CTFA et du CNFA, afin de vérifier le contenu et la pertinence du document et apporter des améliorations et des suggestions.

Toutefois, si le travail est achevé du point de vue scientifique, il faut encore conduire d'autres essais afin de trouver des formulations commerciales les moins chères possibles, et compatibles avec les caractéristiques du marché de la sous-région. De façon particulière, il s'avère nécessaire de tester des ingrédients qui n'étaient pas disponibles quand la recherche avait commencé.

Les responsables scientifiques de la recherche avaient espéré des données utiles à ce niveau en utilisant les nombreux essais de promotion, mais malheureusement la plupart des résultats des essais de promotion ont été mal enregistrés et ont donné des résultats aberrants. En conséquence, ils n'ont pas pu être utilisés par la recherche. Une commission d'enquête mixte a été nommée au début de mars par le Ministre de l'Agriculture pour analyser les causes de cet échec, et après un travail minutieux d'analyse des fiches et d'entretiens de terrain, la commission a trouvé que la cause

principale de la mauvaise qualité des données était l'insuffisance des moyens mis à disposition pour le suivi par rapport au grand nombre d'essais.

Un protocole expérimental additionnel a été mis à point au début de janvier, et les procédures logistiques mises en œuvre aussitôt, mais finalement les lenteurs des nouvelles procédures d'exemption de droit de douane ont causé un retard excessif dans l'arrivée des ingrédients nécessaires à la préparation des formules à tester, et la campagne expérimentale a été donc reportée à la saison 2019 A.

Concernant toujours la recherche de nouvelles formules de fertilisation complètes avec des oligo-éléments, il faut signaler qu'au mois d'avril 2018, l'IITA a montré son intérêt pour compléter l'expérimentation sur le manioc, qui avait été suspendu par ISABU à cause de la faible résistance à la mosaïque de la variété utilisée. Après plusieurs pourparlers, vers la fin de mai 2018, un accord de collaboration a été mis au point, afin de permettre une activité conjointe d'expérimentation, tandis que le protocole expérimental est encore en phase de discussion.

e) Expérimentation et promotion des techniques de correction de l'acidité des sols

Des essais sur le dosage de la dolomie selon le niveau de pH ont été conduits depuis la saison 2015 B, afin d'arriver à des recommandations de chaulage selon les différents niveaux d'acidité des sols. Ces essais ont été faits dans 31 communes du Pays où les sols ont une forte acidité. L'activité se justifie non seulement par la nécessité de corriger l'acidité excessive de plus d'un tiers des sols cultivés du Burundi, mais aussi par l'opportunité de rendre plus efficiente l'utilisation des engrais tout en réduisant leur effet acidifiant et apportant au sol le calcium et le magnésium déficients.

Au cours de cette période de rapportage, les données des essais sur le chaulage ont été saisies sous un fichier Excel. Par la suite, une commission nommée par le Ministre de l'Agriculture a été mise en place afin de vérifier si les données figurant sur les fiches remplies par les agents de terrain correspondaient à celles saisies dans le fichier Excel, corriger les erreurs de saisie et annuler les fiches mal remplies par les agents de terrain ou jugées inexploitablement par les vérificateurs. Après le travail de la commission, une base de données se rapportant à 7.941 champs de 4 ares chacun a été validée. Le travail de traitement statistique et d'élaboration des graphiques a déjà été entamé, en collaboration avec les biométriciens de l'ISABU. Cette analyse permettra d'aboutir à des recommandations officielles et harmonisées sur le chaulage.

4.2.2. Sous composante 2.2 Organisation et structuration paysanne en associations et coopératives des agriculteurs et leur gestion »

4.2.2.1. Création des groupements, d'associations et de coopératives et formation sur la gestion de structure

Les activités prévues dans ce volet sont : a) l'inventaire des OPAs, des coopératives et autres structures fonctionnelles ; b) la formation du staff et des PPIPs sur la gestion des organisations ; c) l'appui à la création des coopératives et la formation de leurs membres ; d) l'appui à l'émergence et à la création des PICs ainsi que le renforcement des capacités des OPAs.

Dans la province de Bujumbura Rural, OAP a d'abord financé une étude sur les modèles de structuration paysanne les plus adaptés au contexte. La restitution de cette étude a eu lieu en mai 2018. Parmi les principales recommandations, le modèle coopératif a été privilégié compte tenu des

activités commerciales envisagées et attendues des membres, de la récente loi qui permet d'encadrer légalement ces structures. Ce modèle assure une grande cohérence avec la dynamique d'auto-promotion telle que déjà initiée avec l'approche PIP. C'est à partir de ces résultats et des recommandations qu'OAP a démarré récemment les activités spécifiques relatives à cette sous-composante.

En province Bubanza, ADISCO promeut depuis de nombreuses années le modèle coopératif. Dans ce contexte, ADISCO avait déjà engagé certaines activités durant la période précédente, notamment avec l'organisation de réunions de sensibilisation, la constitution des Comités d'initiative, l'accompagnement de ces derniers dans la collecte des parts sociales et dans l'organisation des Assemblées générales constitutives.

Deux réunions de sensibilisation à la création des coopératives ont eu lieu dans chaque colline cible et 3 coopératives ont tenu leur Assemblée générale constitutive respectivement sur les collines de Gatura le 17/4/2018, Busiga le 14/6/2018 et Muyebe le 29/6/2018 ; cependant, ces coopératives ne sont pas encore véritablement opérationnelles.

Concernant l'appui à l'émergence et à la création des PICS, Oxfam et ses 2 organisations partenaires (OAP et ADISCO) se sont fixés un objectif indicatif d'une moyenne de 5 PIC/ colline, soit 60 PIC à la fin du projet. A ce jour, on comptabilise 3 PIC dans Bubanza pour l'apiculture avec un appui du projet de cent (100) ruches modernes pour encourager l'action qu'ils avaient initiée, 1 PIC pour la culture des champignons et 3 PIC pour les pépinières.

Avec l'appui d'un spécialiste de l'Approche de Développement des Marchés Agricoles (ACMA) de l'IFDC, diverses organisations réparties dans les différentes provinces ont été formées sur cette approche. Il s'agit de 164 OP (84 OPA et 80 VSLA), 6 OPA organisées autour de la gestion des hangars à Makamba, 4 SGC de Rumonge, 2 SGC de Makamba et 1 SGC de Muyinga et 1 SGC de Cibitoke. Toute l'équipe du projet PAPAB/ZOA a été formée sur la « Gestion organisationnelle des hangars communautaires ».

Les initiatives des VSLA sont : 27 projets agricoles à Makamba, 12 Projets à Rumonge, 33 Projets à Muyinga (la nature des projets communs entre les membres des VSLA est diversifiée)

4.2.3. Sous composante 2.3 Information, formation et plaidoyer à tous les niveaux.

Les activités prévues sont : l'émission des spots publicitaires sur le PIP ainsi que la mise en place des groupes d'écoute. La production de ces spots est assurée par Oxfam alors que les diffusions sont effectuées par IFDC (à raison d'une diffusion et une rediffusion par mois sur 4 medium). Les thèmes (messages) développés dans les émissions étaient : (1) l'approche PIP-autopromotion, (2) la problématique de l'acidité du sol ; (3) le PIP -autonomisation de la femme/arbre photo de ménage, (4) la GIFS, (5) le rôle de tout en chacun sur la pérennisation de l'approche PIP Mboniyongana. Il a été convenu que la diffusion de ces spots se fera pendant 2 mois en raison de la pertinence du message lancé et de la sollicitation de la coordination du projet. Les thèmes (messages) développés dans les spots étaient: (1) la production et la diffusion du PIP, de l'outil Arbre - Photo de ménage ; et (2) la lutte contre l'acidité du sol.

Néanmoins, bien que le 2^{ème} spot ait été produit, ce dernier n'a pas encore été diffusé compte tenu de la suspension d'une activité sur cette même thématique fin juin 2018 par le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage.

S'agissant de la mise en place des groupes d'écoute, 2 groupes ont été mis en place par province. Ces derniers sont composés de 10 membres chacun (dont des PIP et des non PIP), soit 120 membres au

total. Le rôle de ces groupes d'écoute est de s'assurer de l'écoute de l'émission par la communauté de la pertinence des informations reçues d'une part, et d'autre part, de faire des recommandations et des suggestions pour les prochaines émissions. Ces groupes d'écoute vont servir également de canaux de transmission des messages des émissions aux différents acteurs et à la communauté en vue de s'en approprier.

Aussitôt après leur mise en place, les 12 représentants des 12 groupes d'écoute ont reçu une formation initiale et leurs activités ont aussitôt après débuté (mai 2018). Un atelier d'évaluation des résultats des premiers trois mois était prévu en juillet 2018.

4.2.4. Sous composante 2.4 Formation des groupes solidaires d'épargne et crédit, liaison avec les IMF.

Dans cette sous composante, le projet prévoit 5 activités : a) l'organisation des réunions de sensibilisation sur les GSECs ; b) l'appui à la création des GSECs, ; c) la liaison des GSECs aux IMFs ; d) l'appui à l'opérationnalisation des GSEC ainsi que l'évaluation de l'effectivité des GSECs.

Des réunions de sensibilisation sur l'adhésion aux GSECs ont été organisées dans toutes les collines d'extension de la zone d'action du PAPAB.

Tableau 9 : Sensibilisation et création de nouveaux GSECs

Province	Réunion de sensibilisation	GSECs constitués
Bubanza	3	3
Buja Rural	12	77
Cibitoke	-	-
Makamba	10	135
Muyinga	4	50
Rumonge	7	-
Total	36	265

Tableau 10: Portefeuille des VSLA dans la zone d'action de ZOA (situation fin juin 2018)

Province	Génération de VSLA	Valeur épargne cycle actuel(FBU)	Nombre de crédits	Valeur épargne cycle actuel(FBU)
Cibitoke	G1	125 961 500	1 478	144 386 701
	G2	13 431 000	190	13 378 170
	G3	130 987 500	1 971	147 639 345
Makamba	G1	81 841 400	1 073	70 022 250
	G2	7 183 000	239	70 022 250
	G3	67 216 900	1 116	72 114 100
Muyinga	G1	79 477 600	1 142	89 180 137
	G2	26 380 000	405	22 526 053
	G3	62 095 100	1 289	58 698 938
Rumonge	G1	59 064 500	845	57 304 000
	G2	19 831 000	186	18 310 060
	G3	54 304 000	1 053	52 507 046
Total		727 773 500	10 987	816 089 050

Il apparaît que les VSLAs ont continué leurs activités indépendamment de la génération.

4.2.5. Sous composante 2.5 Actions pour améliorer la conservation, le stockage et la vente des excédents.

a) Identification des besoins en hangars

L'envergure des actions entreprises pour améliorer le stockage et la vente des excédents de récolte varie d'une province du PAPAB à l'autre. L'identification des besoins en hangars de stockage a néanmoins montré que les besoins sont considérables partout. La situation semble relativement bonne en province Rumonge ou sur les 11 collines d'intervention du Projet, 5 disposent d'au moins 1 hangar de stockage dont 4 hangars construits par le projet sur les 4 collines d'origine. En province Muyinga, aucun hangar n'est recensé sur les 7 collines d'extension. A Makamba, en plus des hangars construits par ZOA, on y trouve des hangars construits par PRODEMA et ACORD.

f) Amélioration du stockage avec des équipements appropriés.

Dans le cadre de la collaboration avec le programme P4P du PAM, et de la sensibilisation sur la gestion post-récolte, le projet a facilité l'accès à 7 silos dans la province de Bujumbura et 36 kits de sacs PIC dans la province de Bubanza. Dans Rumonge, le projet a facilité l'acquisition de 77 Kits de sacs PIC avec des bâches et 4 kits de silos avec bâches. En province et commune Muyinga, différents équipements ont été octroyés par ZOA au hangar de Murama (3 Tables avec tiroir, 1 Table simple, 7 chaises, 10 bancs 2 étagères, 20 palettes, 1 boîte en bois pour servir de caisse, 1 boîte en bois pour suggestions, 200 Sacs en nylon, 5 bâches, 3 vans, 5 aiguilles, 10 rouleaux pour fermer le sac, 3 balais, 2 blankets, 2 seaux, 2 bidons, 5 rideaux, 72 sachets de malathion, 1 litre de soumithion comme désinfectant, 1 boîte de masque, 25 gans, 1 pulvérisateur, 1 Balance à aiguille de 50 kg, 1 balance a casserole de 20 kg, 1 grande balance à bascule de 300 Kg et du matériel de bureau (plusieurs articles, Consommable de bureau (Plusieurs articles). En province Makamba, le projet a facilité l'acquisition d'un lot de mobilier des hangars, un lot de matériels et fournitures divers, ainsi qu'un 3ème lot de matériels et consommables de bureau.

g) Formation des membres des structures de gestion des hangars

A Muyinga, 50 % des membres du comité de gestion du hangar de Murama ont fait une visite d'échanges d'expériences à Karusi dans 2 hangars qui sont financés par BMZ. A l'issue de cette visite, les membres des comités de gestion du hangar de Murama ont apprécié l'expérience des 2 hangars visités et surtout celui de Bushirambeho dont le processus de mise en place des comités de gestion a été identique à celui adopté à Murama. A Makamba, les nouvelles structures ont été formées sur la gestion organisationnelle pendant 3 jours et les anciennes recyclées pendant une journée.

h) Sensibilisation pour le stockage sécurisé

En province Rumonge, sur les 15, 627 tonnes de produits déjà conservés dans les 4 hangars, 9,917 tonnes appartiennent à 110 ménages, le reste est la propriété des associations. Dans les deux communes de Muyinga, 137 ménages totalisent 20,950 tonnes de produits stockés dans le hangar de

Murama dont 18,323 tonnes de haricot, 2, 5 tonnes de maïs, 104 kg de sorgho et 23 kg de soja. En province Muyinga, on dénombre 137 personnes qui conservent dans ce hangar avec les différents types de produits déjà signalés ci-haut.

En province Makamba, les productions stockées comprennent 13,153 tonnes de haricot, 34, 579 tonnes de maïs, 1, 045 tonnes de riz, 41 kg de soja et 51 kg de niébé. Dans les hangars de Mugumure et Biniganyi, il y a eu des cas d'attaques des pyrales surtout sur le maïs. Sur les 11 collines d'intervention de Rumonge, 5 disposent d'au moins 1 hangar de stockage dont 4 hangars construits par le projet sur les 4 collines d'origine (6 des 7 collines d'extension sont sans hangars).

i) le développement des marchés des productions agricoles

Le développement des marchés est mis en œuvre par IFDC à travers une approche Communale de Marché Agricole "ACMA" en collaboration avec ZOA, OXFAM et leurs organisations partenaires locales respectivement dans 6 provinces (Cibitoke, Makamba, Muyinga, Rumonge, Bubanza et Bujumbura). Les objectifs de l'approche ACMA sont : i) le renforcement du pouvoir des acteurs directs économiques locaux dans les échanges commerciaux; ii) l'accroissement de l'offre locale et l'écoulement des produits agricoles sur les marchés locaux, iii) l'amélioration des conditions de commercialisation des produits agricoles à travers la création d'un PEA par province, gage de durabilité d'un partenariat gagnant-gagnant entre les différents acteurs. Les activités spécifiques réalisées ont principalement porté sur La formation sur le warrantage. Cette formation a eu lieu⁵ dans 4 provinces d'intervention de PAPAB (Cibitoke, Rumonge, Makamba et Muyinga) en collaboration avec ICCO-COOPERATION et les IMF partenaires qui sont dans les zones d'action de PAPAB notamment FENACOBU à Cibitoke, ISHAKA à Rumonge et UCODE à Muyiga. Au total, 120 représentants des OP ont été formés sur le mécanisme du warrantage. Du point de vue du producteur, le principal avantage du warrantage est qu'il permet de répondre simultanément à deux préoccupations majeures : la sécurisation / conservation de la production dans un entrepôt sécurisé (protégés des attaques des parasites et des risques de vols) d'une part ; et l'accès facilité à un crédit non usurier destiné au financement de l'activité agricole d'autre part.

5. Suivi et Evaluation du Projet

Au cours de la période sous rapport, des activités importantes en rapport avec le suivi évaluation ont été menées. Il s'agit de la revue à Mi-parcours de la 2^{ème} composante du PAPAB, de l'évaluation de l'impact du PNSEB et de la constitution de la base de données de la 2^{ème} composante du PAPAB en rapport avec la 1^{ère} génération des bénéficiaires direct (G1). Les recommandations de la Revue à mi-parcours relatives au suivi évaluation sont les suivantes :

a) Le cadre de Suivi-Évaluation de la Composante 2 compte cinq (5) principaux indicateurs de réussite du projet dont un indicateur manque de bonnes données de base et trois autres sont assez 'flous' de caractère puisqu'ils dépendent du mode de faire valoir des bénéficiaires (voir le paragraphe 2.4). Ainsi, le cadre de S-E se prête difficilement à une évaluation indépendante du progrès du projet.

⁵ En avril et mai 2018

b) Le projet PAPAB a fait un grand effort pour recueillir des données de base sur le contexte de la production agricole dans les zones d'intervention, à un moment où les Paysans Innovateurs (PI) n'avaient pas encore été identifiés. L'Équipe de Revue à Mi-Parcours regrette que les données recueillies ne permettent pas une comparaison au niveau ménage avant et après projet.

c) Le projet PAPAB a effectué deux Études Socio-économiques qui présentent des données au niveau collinaire. L'Équipe apprécie les efforts faits, mais questionne la méthodologie du scoring par thème sur base d'une liste de questions souvent bien qualitatives. L'étude risque de perdre de vue la vraie histoire et l'explication effective du changement en cours au niveau des ménages formés en PIP qui est souvent plutôt qualitatif de caractère.

En rapport avec le suivi évaluation, la Revue à mi-parcours recommande de Ré-analyser les données originales de l'Étude de référence du PAPAB au niveau ménage, pour essayer d'y extraire la situation d'avant-projet des ménages formés en PIP.

Dans ce même chapitre, il sied de mentionner la révision du canevas de rapportage qui devra désormais permettre la synthèse facile des réalisations des partenaires au niveau de tous les volets du projet.

Devant l'impossibilité de renseigner tous les indicateurs de suivi évaluation avec les fiches de collecte qui avaient été âprement élaborées pour la circonstance et ce, en raison du nombre sans cesse croissant des bénéficiaires, les outils de collecte ont été affinés et simplifiés ; la collecte de certains indicateurs à périodicité annuelle devant désormais se faire par l'enquête socioéconomique annuelle.

6. Les contraintes rencontrées et les ajustements opérés

6.1. Contraintes techniques

- Alors que le projet est à son avant dernière année, le taux d'engagement global du budget est encore en dessous de 50%. Il est à espérer qu'avec la structuration paysanne (coopératives et PIC) et la mise en place des visions collinaires, des appuis directs seront davantage envisageables et pourraient de ce fait impulser un engagement budgétaire plus consistant. Cependant, la gestion de cette contrainte doit être assez subtile puisque on doit rester fidèle à la dynamique d'autopromotion qui guide le projet. Le temps avançant rapidement, le risque est néanmoins grand de vouloir avancer (plus) rapidement en orientant les activités vers ces appuis directs afin de garantir un taux d'engagement raisonnable ; cette situation compromettrait encore cette dynamique d'autopromotion initiée pendant les deux premières années du projet.

- L'incompréhension conjoncturelle des activités du Projet par le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage qui a bloqué les initiatives et les activités d'envergure sur le plan de l'impact et sur le niveau d'engagement budgétaire. L'allusion est faite à l'organisation d'un Atelier national de réflexions sur la problématique d'acidité des sols au Burundi » qui a été suspendu sine die.

- Les fortes précipitations enregistrées dans certaines localités ont occasionné des pertes importantes de productions du haricot.

- La célébration day qui était prévue pour cette période sous-rapportage n'a pas eu lieu consécutivement à la décision prise par l'autorité du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage qui tient absolument à ce qu'il y ait d'abord prélèvement et analyse du sang des

animaux qui devaient être distribués afin de diagnostiquer d'éventuelles maladies comme la peste porcine africaine.

6.2. Contraintes matérielles et logistiques

- Le départ inopiné de certains membres du staff du projet (Team Leader d'ADISCO, le Chargé du Suivi Evaluation du PAPAB) a provoqué un ralentissement de certaines activités planifiées comme le PIP promotion day de la 2^{ème} compétition et la collecte des données. L'allusion est faite au Team Leader d'ADISCO et au chargé du Suivi Evaluation du PAPAB ;
- Les difficultés pratiques de suivi des diverses générations de PPIP en raison des faibles effectifs du staff technique du projet ;
- Le très faible pouvoir germinatif des semences forestières et agroforestières a impacté négativement sur la production et la disponibilité des plants forestiers et agroforestiers pourtant très demandés par la communauté ;
- Les difficultés d'accès aux semences de bonne qualité qui souvent ont obligé les producteurs à faire recours à leurs propres semences (semences tout venant). A titre d'illustration, les semences de maïs et de haricot produites au cours de la saison A 2018 par les multiplicateurs agréés par l'ONCSS n'ont pas pu être prêtes pour être utilisées comme semences au cours de la saison B 2018.

7. Conclusions et recommandations

Cinq saisons agricoles viennent de s'écouler après que les premiers paysans aient été formés sur l'approche PIP. Bien que cette période soit courte pour un objectif centré sur le changement de mentalité, il s'observe déjà quelques cas intéressants et encourageants de ménages qui se démarquent des autres de par leur engagement à œuvrer pour un changement du statut de leur situation socioéconomique meilleure et durable.

L'impact positif du projet sur les différentes collines d'intervention n'est donc plus à démontrer. Cependant, la consolidation et la pérennisation de ces acquis restent un défi.

Au cours du premier semestre 2018, le staff du projet a tout fait pour la réalisation des activités prévues en vue de contribuer à l'atteinte de l'objectif spécifique de la composante II du projet axé sur l'augmentation de la productivité agricole, la résilience, l'organisation des producteurs et l'accès aux marchés. Beaucoup d'activités ont donc été réalisées sur toutes les thématiques ci-haut citées comme le montre les différents tableaux récapitulant le bilan des réalisations de la période sous rapportage. Néanmoins, nous avons été confrontés à diverses contraintes dans la mise en œuvre des activités qui avaient été planifiées et les principales ont été reprises au chapitre 6 de ce rapport.

Les résultats obtenus ont été le fruit des efforts conjugués entre le staff PAPAB et toutes les autres parties prenantes au projet en l'occurrence les services technico-administratifs décentralisés depuis la province jusqu'à la colline, les autres projets et / ou organisations tels que l'ICCO Coopération qui est en train d'apporter son expertise dans le domaine des GSECs / VSLAS, l'IFDC qui renforce les capacités des partenaires de terrain notamment les moniteurs agricoles et les PI/ PIP sur des domaines de ses compétences à savoir la GIFS.

Egalement pour atteindre tous ces résultats, l'approche participative reste la pierre angulaire ou la clé de voute du projet PAPAB car l'implication de tous les partenaires et à tous les niveaux lors de la mise en œuvre du projet sur terrain reste très bénéfique et a par conséquent une grande valeur ajoutée car chacun apporte son expertise et son savoir-faire.

Les recommandations qui sont formulées tiennent compte des contraintes rencontrées et des principales préoccupations durant la période sous rapportage. Ainsi pour garantir la bonne qualité des formations sur l'approche PIP et pour une bonne mise en œuvre des PIP montés, il est recommandé :

- (i) Que les formateurs soient choisis par le staff en fonction de leurs compétences et de leur dévouement et qu'ils soient recyclés sur l'approche PIP et sur le FFT par le staff ;
- (ii) Que le nombre d'apprenants PIP par formateur soit limité (par exemple 10 apprenants au maximum par formateur) ;
- (iii) Comme les effectifs de ceux qui ont déjà montés leurs PIP sont très élevés mais que les réalisations sur terrain ne sont pas encore visibles à grande échelle, un encadrement de proximité de la part du staff devrait être envisagé pour remédier à cette lacune ;
- (iv) Qu'il soit mené une réflexion sur un système de crédit à mettre en place pour que les bénéficiaires aient accès aux ressources de financement de leur PIP ;
- (v) Que le cadre de collaboration entre projets ISSD et PAPAB soit plus fluide et qu'il y ait des appuis aux initiatives pour la multiplication des semences au niveau local.

Même si les résultats atteints sont satisfaisants, certains défis / ou des préoccupations méritent d'être signalés. C'est notamment le manque de semences de qualité au profit des bénéficiaires qui sont encadrés par le projet. Tous les partenaires de terrain qui opèrent dans le domaine de la sécuritaire devaient s'y pencher et trouver ainsi une solution adéquate à cette problématique.

Dans le cadre du projet PAPAB, comme l'approche PIP met en avant les compétitions, nous proposons que chaque fois qu'on les organise, on insère dans les prix quelques quantités de semences de qualité et à partir de ces petites quantités reçues, les bénéficiaires pourraient les multiplier et ainsi avoir des semences pour la saison prochaine.

Un autre défi à signaler qu'éprouve le staff PAPAB, c'est le suivi de tous les PI/ P PIP qui sont aujourd'hui encadrés par le projet. Le constat est que l'appui-accompagnement devient difficile voire impossible. Il faut que le projet mène des réflexions profondes sur cette problématique et ainsi trouver des stratégies pour le suivi de tous ces bénéficiaires.

Organiser un cadre échange pour une auto évaluation et proposer des voies pour plus de résultats
Arrêter des stratégies pour une implication effective de la DPAE ou une autre structure pour une pérennisation des acquis du projet.

Appuyer les comités de gestion des hangars dans le développement du système de warrantage pour la valorisation des productions (voir si possible organiser une mise en relation avec les IMF).

